



L'impossible récupération de la critique écologique par le capitalisme : l'hypothèse de la défétichisation de la marchandise

Guillaume Carbou, Marie-Anne Verdier

DANS **REVUE DE PHILOSOPHIE ÉCONOMIQUE** 2022/2 Vol. 23 , PAGES 101 À 134
ÉDITIONS **VRIN**

ISSN 1376-0971

DOI 10.3917/rpec.232.0101

Date de mise en ligne : 15/06/2023

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-de-philosophie-economique-2022-2-page-101?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Vrin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'IMPOSSIBLE RÉCUPÉRATION DE LA CRITIQUE ÉCOLOGIQUE PAR LE CAPITALISME : L'HYPOTHÈSE DE LA DÉFÉTICHISATION DE LA MARCHANDISE

GUILLAUME CARBOU* et MARIE-ANNE VERDIER**

Résumé

Cet article vise à comprendre la persistance et la radicalisation de la critique écologique dans l'espace public malgré les tentatives de récupération des questions environnementales par le capitalisme *via* l'introduction dans les discours managériaux des « concepts verts » (développement durable, RSE, etc.). Nous développons les raisons pour lesquelles la critique écologique semble résister à sa récupération et mobilisons le concept marxien de « fétichisme de la marchandise » pour saisir la critique écologique comme remise en cause des fondements de notre organisation économique. Cette analyse permet de comprendre l'échec des concepts verts et d'éclairer l'évolution des relations entre le capitalisme et sa critique.

Mots clés : RSE, fétichisme de la marchandise, capitalisme, critique écologique.

Abstract

This article aims to understand the persistence and the radicalization of ecological criticism in the public space despite the attempts by capitalism to reclaim environmental issues through the introduction of “green concepts” (sustainable development, CSR, etc.) into managerial discourse. We develop the reasons why ecological criticism seems to resist its recuperation and rely on the Marxian concept of “commodity fetishism” to present ecological criticism as a challenge to the foundations of our economic organization. This analysis allows us to understand the failure of green concepts and to shed light on the evolution of the relationship between capitalism and its criticism.

* MCF Sciences de l'information et de la communication, Université de Bordeaux, SPH. <guillaume.carbou@u-bordeaux.fr>.

** MCF Sciences de gestion, Université Toulouse 3 Paul Sabatier, LGCO. <marie-anne.verdier@univ-tlse3.fr>.

Keywords : CSR, commodity fetishism, capitalism, ecological criticism.

Classification JEL : A13, B51, P10, Q50, Z1.

1. INTRODUCTION

Par-delà la diversité de leurs thématiques (gilets jaunes, mouvement de la recherche contre la LPPR comme le collectif RogueESR, marches pour le climat, etc.), les mouvements sociaux français actuels ont en commun le fait de déplacer la focale de la contestation sociale depuis la classique demande de « moyens supplémentaires » vers des revendications émancipatrices plus larges. Les gilets jaunes portent une demande de participation à la vie démocratique face à un système politico-économique qui produirait des « oubliés »¹ ; les soignants mettent en avant leur incapacité à mettre en œuvre une relation de soin décente en raison de la dégradation des conditions d'exercice en milieu hospitalier² ; le collectif RogueESR déplore l'éloignement de l'idéal d'une science libre et désintéressée par la gestion managériale de la recherche³ ; et, enfin, les marches pour le climat condamnent l'inaction généralisée face aux bouleversements écologiques en cours⁴. Au final, chacun de ces mouvements apparaît comme une protestation de citoyens contre l'impuissance à laquelle le système capitaliste les cantonne. Dans la perspective théorique développée par Boltanski et Chiapello (1999), le capitalisme doit, pour maintenir ses structures de base (l'accumulation illimitée du profit par la remise en jeu perpétuelle du capital dans le système économique, la propriété privée des moyens de production, la concurrence, et le salariat⁵) s'adapter en fonction des différentes formes de critiques qui lui sont adressées dans l'espace

1. <https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/notre-dossier-gilets-jaunes-la-revolte-des-oublies>

2. https://www.sciencesetavenir.fr/politique/greves-illimitées-et-demissions-massives-l-appel-a-l-aide-de-l-hopital_140490

3. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/20/nous-chercheurs-voulons-defendre-l-autonomie-de-la-recherche-et-des-formations_6026543_3232.html

4. <https://www.lefigaro.fr/sciences/greve-pour-le-climat-de-nouvelles-manifestations-a-travers-le-monde-20190927>

5. Nous reprenons ici la définition des auteurs tout en restant prudents : attribuer des caractéristiques essentielles à un phénomène est toujours sujet à caution et dépend du point de vue théorique adopté. Nous nous en tiendrons cependant ici à cette définition économique minimale.

public. Cette adaptation passe par un processus de justification qui fonde l'esprit du capitalisme, c'est à dire un « ensemble de croyances associées à l'ordre capitaliste qui contribuent à justifier cet ordre et à soutenir, en les légitimant, les modes d'action et les dispositions qui sont cohérents avec lui » (Bolantski et Chiapello 1999, 46). D'après les auteurs, il est possible d'identifier trois évolutions majeures de l'esprit du capitalisme depuis la fin du XIX^e siècle. Ces évolutions ont eu lieu dans les années 30 du fait de la critique sociale forte dans les milieux ouvriers et dans les années 70 du fait de la critique dite artiste faisant suite aux mouvements de Mai 1968. Ces critiques ont donné lieu à deux grandes transformations. La récupération de la critique sociale a entraîné le développement d'un capitalisme « industriel » centré sur le salariat, et la récupération de la critique artiste a donné lieu au capitalisme « connexionniste », centré sur le réseau et le projet. Aujourd'hui, l'ampleur prise par la critique écologique pousse le capitalisme à mettre en œuvre un certain nombre de transformations à même d'entraîner un changement d'esprit similaire aux précédents par la récupération de tout ou une partie des revendications (ex. Kazmi *et al.* 2016 ; Carnoye 2017). Ces transformations se concrétisent notamment par l'introduction dans les discours managériaux dès les années 70 de ce que nous appellerons ici les « concepts verts » (« Responsabilité sociétale des entreprises » ou « RSE », « développement durable », « *business ethics* », etc.), vecteurs de l'avènement d'un possible « capitalisme vert ». Pour autant, cette récupération semble peiner à convaincre la critique écologique qui persiste et se renforce dans l'espace public sous la forme d'une critique que nous appellerons ici « radicale ». La critique écologique peut en effet prendre deux formes distinctes, une réformiste et une radicale, en opposition avec les structures économiques, institutionnelles, techniques et socio-culturelles actuelles (par ex. Orsato et Clegg 2005 ; Bourg et Whiteside 2017). Notre objectif dans cet article est ainsi d'essayer de comprendre ce phénomène d'extension de la critique écologique radicale malgré les tentatives de récupération par le capitalisme.

Après avoir montré le vif scepticisme que suscite le capitalisme vert aussi bien dans les milieux académiques que dans l'espace public médiatique, nous proposons dans une première partie de comprendre cette situation comme la conjonction de trois facteurs. Le premier

est le fait que la critique écologique présente une spécificité par rapport aux critiques sociale et artiste qui la rend plus difficilement récupérable : elle est portée depuis l'extérieur de la sphère économique de la production, c'est-à-dire par les citoyens-consommateurs et non par les travailleurs, ce qui implique une plus grande difficulté du capital à la contenir. Le second facteur de persistance de la critique écologique radicale dans l'espace public est le fait que les « concepts verts », en absorbant les courants les plus réformistes de la critique écologique, laissent le champ libre à la diffusion d'une critique plus acerbe. En effet, la critique radicale peut s'intensifier et se développer en s'appuyant sur l'échec empirique des concepts verts à enrayer les bouleversements écologiques en cours. Enfin, le troisième facteur de résistance de la critique écologique à toute récupération par le capitalisme est la nature même de la critique écologique radicale : celle-ci constitue une critique des principes fondamentaux du capitalisme. Dans la seconde partie de cet article, nous développons ce point crucial à la lumière du concept marxien de « fétichisme de la marchandise ». Nous suggérons que la critique écologique radicale est par essence non-récupérable par le capitalisme car elle en conteste le fondement : le processus même de marchandisation. Elle va ainsi à l'encontre d'un des principes au cœur du système capitaliste, à savoir le « fétichisme de la marchandise ». Ce concept, introduit par Marx et réinterprété notamment par le courant marxien de la « critique de la valeur » (Briche 2017), désigne le fait que l'économie capitaliste est prise dans un processus automatique et aveugle de réduction de l'ensemble des dimensions de l'existence à la création de valeur marchande. Cette marchandisation néglige les rapports sociaux et matériels nécessaires à la fabrication ou aux échanges de biens, créant ainsi une série de problèmes sociaux et environnementaux. Le concept de « fétichisme de la marchandise » a peu été mis en avant dans la littérature marxiste privilégiant une interprétation de l'économie à la lumière des rapports de classe (ex. Bihl 2010). Il offre pourtant un éclairage intéressant sur les dynamiques respectives du capitalisme et de ses critiques.

Ainsi, cet article prétend à deux types d'apports théoriques sur la compréhension des rapports entre capitalisme et critique écologique. Premièrement, au sein du cadre théorique élaboré par Boltanski et Chiapello (1999) et développé sur la question écologique par Chiapello (2013), Carnoye (2017) ou encore Roquebert (2018), nous proposons

de considérer qu'il n'existe pas une critique écologique unitaire, dont des formes réformistes et des formes radicales se positionneraient sur un continuum d'intensité, mais bien au moins deux critiques écologiques distinctes, dont les logiques sont fondamentalement différentes. Deuxièmement, sur le plan plus général de l'analyse des formes de critique du capitalisme, la compréhension de la critique écologique comme une critique du fétichisme de la marchandise permet de comprendre que celle-ci porte *in fine* sur le rapport-même qu'entretient la société capitaliste à la marchandise. Cette remise en cause des fondements ontologiques de l'organisation économique et culturelle capitaliste explique ainsi l'échec de la récupération de la critique écologique par les concepts « verts » et ouvre la voie non pas à un nouvel esprit du capitalisme, mais à une alternative à celui-ci. Dans la lignée des travaux de Jappe (2012a ; 2017), nous espérons, par cet article, contribuer à la réflexion autour de la nécessité d'une « théorie sociale axée sur la critique des catégories de base de la société marchande » qui loin de constituer « un luxe théorique » éloignée « des préoccupations réelles et pratiques des êtres humains » constitue une « condition nécessaire de tout projet d'émancipation ».

2. LE « CAPITALISME VERT » OU LA RÉCUPÉRATION MANQUÉE DE LA CRITIQUE ÉCOLOGIQUE

2.1. *La récupération de la critique par le capitalisme*

Dans la lignée des travaux de Weber, Boltanski et Chiapello (1999) proposent une lecture des différents esprits du capitalisme qui se sont succédés depuis la fin du XIX^e siècle. Les auteurs définissent l'esprit du capitalisme comme un « ensemble de croyances associées à l'ordre capitaliste qui contribuent à justifier cet ordre et à soutenir, en les légitimant, les modes d'action et les dispositions qui sont cohérents avec lui » (*Ibid.*, 46). Ils insistent sur la capacité de l'esprit du capitalisme, en tant qu'idéologie dominante, à « pénétrer l'ensemble des représentations mentales propres à une époque donnée, d'infiltrer les discours politiques et syndicaux, de fournir des représentations légitimes et des schèmes de pensée aux journalistes et aux chercheurs, si bien que sa présence est à la fois diffuse et générale » (Boltanski et Chiapello 1999, 94).

Dans cette perspective, l'idée de justification est centrale car elle conditionne le maintien du système capitaliste. En effet, comme le disent les auteurs :

Pour maintenir son pouvoir de mobilisation, le capitalisme va donc devoir aller puiser des ressources en dehors de lui-même, dans les croyances qui possèdent, à un moment donné du temps, un pouvoir important de persuasion, dans les idéologies marquantes, y compris lorsqu'elles lui sont hostiles, inscrites dans le contexte culturel au sein duquel il évolue (Boltanski et Chiapello 1999, 59).

C'est ainsi dans la critique, et par la réponse faite à celle-ci, que le système capitaliste trouve les ressources pour justifier son existence en tant que système dominant. Lorsqu'ils parlent de récupération de la critique, c'est à ce processus que les auteurs font référence. Cela ne signifie pas que la critique est entièrement satisfaite, mais que le capitalisme parvient à faire baisser son audience dans l'espace public en l'intégrant, au moins en apparence, de manière suffisante pour se légitimer. Boltanski et Chiapello (1999) analysent ensuite l'évolution de l'esprit du capitalisme au xx^e siècle comme l'adaptation à deux types de critiques qui se sont succédées⁶ : la critique sociale et la critique artiste. La critique sociale est à l'origine du passage du premier au second esprit du capitalisme dans les années 1930. À cette période, le modèle de la grande entreprise supprime celui de la petite entreprise familiale. Les travailleurs salariés de plus en plus nombreux se regroupent pour revendiquer une meilleure répartition des bénéfices dans l'entreprise. Ainsi, dans une visée marxiste, portée particulièrement par le Front populaire, la critique sociale dénonce la misère des travailleurs et les inégalités d'une part et l'opportunisme et l'égoïsme des détenteurs du capital d'autre part. Les demandes portent principalement sur une meilleure répartition de la valeur ajoutée entre travailleurs et capitalistes, demandes à l'époque récupérées par l'octroi de divers droits sociaux comme les congés payés ou encore la semaine de quarante heures. Le deuxième esprit du capitalisme est ainsi un capitalisme industriel, issu du compromis fordiste : la légitimité du système est garantie par son

6. Il a beaucoup été reproché à Boltanski et Chiapello de présenter ces deux critiques comme séparées et successives (voir par exemple Amiech 2015 ou Audier 2017). S'il existe évidemment des courants idéologiques qui allient ces deux aspects, à commencer par tout un pan de l'écologie politique, la distinction nous semble néanmoins productive dans l'analyse de l'évolution temporelle de l'esprit du capitalisme.

engagement à fournir des conditions de vie décentes et une forme de sécurité aux travailleurs par l'emploi. La transformation opérée par le système capitaliste à partir des années 30 a ainsi permis de justifier son maintien et de le renforcer jusqu'aux événements de Mai 1968. Cette date marque l'avènement de la critique dite « artiste », notamment portée par le mouvement étudiant. Celle-ci dénonce les effets de réification des humains et du monde que provoquerait le processus d'industrialisation en cours : absence de sens et d'autonomie dans la division du travail d'une part, et standardisation des objets d'autre part. Ainsi, les revendications émanant de la critique artiste portent moins sur la répartition des richesses que sur le désir de liberté, d'autonomie, de créativité et d'enchantement du monde. Ces critiques en phase avec le développement du libéralisme ont été aisément récupérées par le capitalisme qui est progressivement passé d'un capitalisme industriel dirigiste à un capitalisme libéral, privilégiant la flexibilité, le détachement, l'innovation, la mobilité et un affaiblissement apparent de la hiérarchie dans les relations de travail. Cette mutation, qui s'incarne dans le « management par projet », marque le passage entre le deuxième et le troisième esprit du capitalisme. Comme le soulignent Boltanski et Chiapello (1999), la critique est l'un des moteurs les plus importants du capitalisme car en l'obligeant à se justifier, elle « l'oblige à renforcer les dispositifs de justice qu'il comporte et à se référer à certains types de biens communs au service desquels il dit se mettre » (*Ibid.*, 89). Pour autant, toute critique est incomplète et peut donc :

[...] regarder sans intervenir le monde évoluer vers une situation qui se révélera désastreuse, ou même considérer d'un œil favorable les changements en cours à un moment donné, parce qu'ils amènent une amélioration sur un point important qui motivait l'indignation, sans voir que, dans le même temps, la situation se dégrade sous un autre rapport (et, notamment, pour la période qui nous intéresse ici, que le capitalisme a bien évolué dans le sens d'une réduction des formes plus anciennes d'oppression mais au prix, détecté avec retard, d'un renforcement des inégalités (Boltanski et Chiapello 1999, 87).

Ainsi, des sujets de critique peuvent se développer à bas bruit avant de se constituer en problèmes publics. De nouvelles critiques peuvent alors s'articuler ou gagner en visibilité. C'est le cas de la critique écologique qui a pris une ampleur particulière depuis au moins les années 70 (avec le rapport Meadows, le succès médiatique du livre

Silent Spring de Rachel Carson, la première candidature écologiste à l'élection présidentielle française, ou encore les luttes antinucléaires), et qui trouve aujourd'hui un écho majeur dans l'espace public avec les percées médiatiques des derniers rapports des organisations intergouvernementales comme le GIEC pour le climat et l'IPBES pour la biodiversité.

2.2. Critique écologique et récupération par le capitalisme

2.2.1. Les concepts « verts » comme réponse à la critique écologique réformiste

Les années 70 ont vu se développer la « critique écologique » que l'on peut distinguer des critiques sociale et artiste. Selon Chiapello (2013, 65), celle-ci dénonce la « destruction des écosystèmes, des espèces et des habitats humains » et donne lieu à deux expressions différentes : une critique radicale qui plaide pour « un modèle d'organisation des sociétés traditionnelles, moins consommateur de ressources et plus respectueux de la nature, avec des communautés de taille modeste et auto-gouvernées », et une critique moderniste, ou réformiste, qui considère que « seul le progrès technologique peut nous aider à sauver la planète grâce aux énergies renouvelables, aux avancées en génie génétique et en agronomie, et aux technologies de l'information » (Chiapello 2013, 74). Nous considérerons ici que ces deux expressions ne constituent pas deux courants de la critique écologique, mais deux critiques distinctes reposant sur des logiques différentes. Cette opposition entre deux types de critiques écologiques est classique dans la littérature sur le sujet sans pour autant qu'elle ne trouve de couple de termes stabilisé : écologie profonde *vs* superficielle (Naess 1973), écologie radicale *vs* libérale (Gorz 1978), écologie vert foncé *vs* vert clair (Bess 2011), écologie de la ZAD *vs* du Colibri (Chédin 2018), écologisme *vs* environnementalisme (Simonnet 1982 ; Dobson 2007 ; Flipo 2014), etc.

L'écologie que nous appelons ici radicale (parce qu'elle cherche à analyser les racines des bouleversements écologiques) voit dans l'organisation sociale moderne (marchande-capitaliste, industrielle, technologique, progressiste, consumériste, individualiste, dualiste cartésienne, etc.) les causes profondes de la crise écologique. Elle se structure aujourd'hui en courants philosophico-politiques dont les plus visibles sont l'écosocialisme (Lowy 2005), la décroissance

(Latouche 2006) ou l'écologie libertaire (Bookchin 1976). Pour la critique écologique ainsi conçue, la société de croissance promue par la modernité capitaliste « n'est ni soutenable ni souhaitable ni durable tant socialement qu'écologiquement » (Latouche 2005). La critique écologique radicale propose de ré-analyser toutes les grandes structures de notre société (économie, technologie, science, bureaucratie, philosophie progressiste) au nom de la finitude des ressources, de la fragilité et de l'interdépendance des écosystèmes ainsi que de l'autonomie inaliénable des individus. Le projet alternatif porté par cette critique écologique prend non pas le contrepied de la « modernité » décriée, mais la voie d'une « autre modernité » (Flipo 2012). Il s'agit de s'extraire des logiques économiques de développement et de croissance (Latouche 2001), d'orienter les activités humaines non pas vers l'accumulation privée mais vers la satisfaction des besoins essentiels de tous (Durand 2013), de remplacer les désirs de compétition, de performance, d'hypermobilité et de réussite individuelle par ceux de solidarité, de sobriété, d'ancrage local et de convivialité (Caillé et Les Convivialistes 2016). Il s'agit également de repenser les technologies selon leurs liens avec les écosystèmes et leurs effets structurant sur le monde (Jarrige 2014) et enfin, de mettre au cœur de la pensée moderne les rapports d'interdépendance fondamentaux entre tous les êtres, humains et non humains.

La seconde critique écologique, que nous appelons réformiste, se distingue fondamentalement de la critique radicale car elle considère les problèmes environnementaux comme réglables à l'intérieur du cadre moderne (par l'économie verte, par la technologie verte, par la consommation durable, par l'écocitoyenneté, etc.). Son indignation se concentre ainsi sur les causes proximales des dégradations écologiques (les émissions de gaz à effet de serre, la destruction des écosystèmes naturels et la perte de biodiversité, les pollutions et leurs effets environnementaux ou sanitaires, etc.) et non pas sur leurs causes distales (les structures économiques, technologiques, et socio-culturelles qui les sous-tendent). Ce caractère « dépolitisé » (Chédin 2018) lui permet de s'exprimer dans les catégories de pensée privilégiées du capitalisme. C'est pourquoi elle s'accommode de l'idée selon laquelle un capitalisme protecteur de l'environnement ou « capitalisme vert » permettra d'assurer une croissance durable, *via* l'innovation technologique (la géo-ingénierie, les *smart cities*, la dématérialisation, la mobilité

décarbonée, etc.) et l'internalisation des questions environnementales par l'économie de marché (les marchés carbonés, les *green bonds*, les mécanismes de compensation, les taxations écologiques, etc.) (Orsato et Clegg 2005). De même, puisque la critique réformiste ne voit pas dans le problème écologique un problème social mais la conséquence de la juxtaposition d'actions individuelles « polluantes », elle admet comme solution l'idée de responsabilité individuelle, que ce soit celle des citoyens (petits gestes écoresponsables) ou des entreprises (RSE, développement durable...).

Pour plusieurs auteurs (Capron et Petit 2011 ; Chiapello 2013 ; Postel et Sobel 2013), les « concepts verts » tels que « RSE », « développement durable », « management durable », « *business ethics* » ou encore « croissance verte » se sont développés en réponse à cette critique écologique réformiste et constituent ce que Carnoye (2017, 50) appelle la « partie endogénéisée de la critique écologique par le capitalisme ». Par exemple, le concept de « développement durable » élaboré dans le rapport Brundtland en 1987 tend à effacer une partie de la critique radicale dont le propos même est de contester la possibilité d'un développement infini dans un monde fini. Dans une perspective similaire, les autres concepts verts apparaissent comme l'affichage de la limite que ne peut pas dépasser la récupération de la critique, c'est-à-dire le cœur du fonctionnement capitaliste : la croissance (verte), les entreprises (responsables), le développement (durable) et le *business* (éthique) doivent être maintenus, et ce jusque dans la terminologie « écologique ». Cette observation tend à confirmer la lecture critique que propose Trenkle (2014) des évolutions du capitalisme : « on a toujours pris grand soin de ne concrétiser qu'une partie des idéaux (de libération et d'émancipation)⁷. Ainsi, et comme le note Carnoye (2017)⁸ Toutefois, bien qu'en partie invisibilisée, la critique radicale a persisté et s'est progressivement renforcée que ce soit dans la littérature scientifique sur le sujet qui met en doute la capacité des concepts « verts » à régler les problèmes écologiques ou plus largement dans

7. Source : <http://sortirducapitalisme.fr/171-au-dela-des-lumieres-capitalistes-contre-l-extreme-droite-anti-lumieres>

8. Les raisons du peu d'audience de la critique radicale durant ces années connaît d'autres raisons (cf. Audier 2017) mais il est possible de considérer que la saturation de l'espace public par les promesses vertes des organisations en tous genres (des entreprises aux collectivités en passant par les associations et les institutions publiques) a largement participé à la confusion entre les deux écologies et à donner le sentiment que la société prenait effectivement au sérieux les bouleversements écologiques en cours.

l'espace public médiatique qui voit se multiplier les accusations de « greenwashing » ou d'inaction climatique.

2.2.2. Des concepts « verts » qui peinent à convaincre

L'introduction des concepts « verts » dans les entreprises et dans l'espace médiatique et politique fait l'objet d'un certain nombre de critiques de la part d'auteurs issus de disciplines diverses qui expriment des doutes quant à la capacité de ces concepts à venir renforcer les dispositifs de justice du capitalisme. Selon Boltanski et Chiapello (1999), ces dispositifs sont pourtant clés pour définir un nouvel esprit du capitalisme qui viendrait renforcer le système et lui permettre de perdurer. Ainsi, par exemple, les limites de la « compensation écologique » sont pointées aussi bien en écologie (Devictor 2018), qu'en économie (Douai et Plumecoq 2017) ou en géographie (Cavanagh et Benjaminsen 2014). De récents travaux très remarquables en histoire contemporaine s'attachent à documenter la manière dont la modernité capitaliste, bien loin d'avoir été rendue « réflexive » par les alertes écologiques, s'était plutôt appliquée à leur résister, entre autres *via* ce type de dispositifs (Fressoz 2012). La croissance verte fait de son côté l'objet d'études de plus en plus critiques dans le champ pourtant habituellement assez orthodoxe de l'économie (Wiedenhofer 2020). Les limites matérielles à la croissance numérique, pourtant vecteur de mutations importantes dans le capitalisme, sont également pointées du doigt avec force aujourd'hui, que ce soit en géosciences (Vidal 2018), en informatique (Berthoud 2017) ou en sociologie (Flipo *et al.* 2013).

Dans le champ des Sciences de Gestion dans lequel la question de la RSE est particulièrement documentée, de nombreuses critiques ont également émergé. En se basant sur un corpus de textes composé de 22 ouvrages en RSE à destination de toutes personnes travaillant dans, avec ou pour les entreprises, Ali Kazmi *et al.* (2016) considèrent que bien que l'introduction du concept de RSE dans les entreprises vise à répondre à la critique de « soutenabilité » exprimée par la société civile, celle-ci accorde une attention insuffisante aux besoins et aux intérêts des travailleurs, acteurs clés du système, au bénéfice des exigences des gestionnaires. Les auteurs concluent qu'il est peu probable que l'introduction du concept de RSE permette de créer plus de justice dans le système capitaliste. Dans une optique similaire, de nombreux auteurs se sont attachés à déconstruire les discours

sur la RSE des entreprises en mettant en avant que ces derniers s'apparentent davantage à une « rhétorique de la durabilité » qu'à une transformation concrète des pratiques (Leroy et Lauriol 2011). Ainsi, si le concept de RSE né dans le discours managérial dans les années 1950 avec les travaux de Bowen (1953) notamment, portait initialement une vision éthique de la RSE, potentiellement source d'émancipation et de transformation sociale au sein de l'entreprise, cette vision éthique s'est peu à peu dissipée pour laisser place à une visée utilitariste au service du capitalisme financier. Pour plusieurs auteurs, ces concepts ont en effet été instrumentalisés par les entreprises afin de les rendre compatibles avec le principe d'accumulation illimitée du capital, réduisant de fait leur potentielle portée émancipatrice. Par exemple, pour Banerjee (2008, 51), les discours autour de la RSE ou de la durabilité constituent un « mouvement idéologique conçu pour renforcer le pouvoir des plus grandes entreprises ». Ces critiques vont dans le sens des propos de Honneth (2008, 276) pour qui :

Ce qui déconcerte et rend perplexe dans la situation actuelle tient probablement au fait que les principaux idéaux normatifs des dernières décennies donnent l'impression, tout en gardant une actualité performative, de s'être transformés en sous-main ou de s'être dissipés dans leur portée émancipatrice, parce qu'ils sont devenus à bien des égards de purs concepts de légitimation d'une nouvelle étape de l'expansion capitaliste.

Ainsi, Banerjee (2000 ; 2003) considère la RSE comme un moyen de venir légitimer de manière implicite les rapports de domination. Pour l'auteur « même les théories de la responsabilité sociale, malgré leur intention émancipatrice, sont avouées comme étant des théories de gestion et ne contribuent pas à une compréhension critique des conséquences de la prise de décision en matière de gestion » (2000, 30). Dans une perspective similaire, Spence (2009) dénonce la « *fonction hégémonique* », au sens de Gramsci, de la RSE en tant que stratégie mise en œuvre par les entreprises pour répondre aux pressions émanant de la société civile tout en préservant l'autonomie idéologique des entreprises et des marchés. Pour l'auteur (*Ibid.*, 210-1), la RSE peut être considérée « sur le plan matériel comme un ensemble de pratiques visant à améliorer certains des impacts socio-environnementaux les plus flagrants de l'activité des entreprises tout en intégrant les préoccupations socio-environnementales à un programme d'affaires ».

Enfin, Cochoy et Lachèze (2009) mentionnent que les études en RSE, même critiques :

[...] s'illusionnent, car si elles évitent une première illusion consistant à prendre l'ensemble de l'appareillage de la RSE au premier degré, elles participent, en soutenant implicitement l'idée que cet appareillage est perfectible, à la production de la fascination générale qu'exerce l'idée même d'action managériale socialement responsable. (Cochoy et Lachèze 2009, 27)

Cette position tend à être confirmée dans le champ des études juridiques par Daugareilh (2015) qui voit dans la RSE « un mouvement de privatisation du processus de régulation de la mondialisation de l'économie » visant avant tout à « retarder le plus possible l'avènement d'une norme juridique contraignante en favorisant le recours à la *soft law* ». L'auteure considère ainsi que « durant deux décennies, on a voulu faire croire en la possibilité d'un système d'autorégulation autosuffisant dont l'efficacité devait naturellement découler du caractère volontaire des engagements pour accompagner la mondialisation de l'économie » et note qu'en dépit des accords internationaux sur les droits fondamentaux des travailleurs, « des centaines de travailleurs sont encore aujourd'hui réprimés en raison de leur engagement syndical [...] des milliers de travailleurs meurent chaque jour dans des accidents du travail [...] 168 millions d'enfants continuent de travailler dans le monde ».

Ainsi, les concepts verts sont considérés par la littérature académique critique comme largement insuffisants pour prendre la mesure de la critique écologique, voire comme des stratégies de légitimation sans changement de pratiques concret. S'il n'est bien sûr pas question d'affirmer ici que le sort du capitalisme vert est définitivement réglé dans la sphère académique, il n'en reste pas moins que ses différents avatars y font l'objet d'analyses critiques de plus en plus répandues.

Au-delà de la sphère académique, la défiance quant à la capacité des concepts verts à prendre en charge la problématique écologique est également très visible. Celle-ci s'observe à de nombreux niveaux. On peut tout d'abord citer la multiplication des tribunes dans les médias à large audience ou dans des journaux plus ciblés (ex. *Reporterre*, *Bastamag*) de la part de collectifs de scientifiques ou d'intellectuels pour dénoncer les limites des dispositifs du capitalisme vert comme solution à la crise environnementale : les certificats verts,

la compensation écologique, la finance verte, la croissance verte voire le capitalisme en lui-même font tous l'objet de charges répétées dans la presse quotidienne nationale⁹. Particulièrement, les mouvements massifs de scientifiques, habituellement peu enclins à prendre des positions politiques aussi marquées dans l'espace public, semblent être un marqueur des difficultés du capitalisme à maintenir à distance la critique écologique radicale¹⁰. On peut également souligner la médiatisation de certains intellectuels particulièrement critiques envers le capitalisme « vert ». Par exemple, Latouche (2003), représentant de la décroissance, considère le concept de « développement durable » comme fondamentalement oxymorique. Il s'agit pour lui « d'un bricolage conceptuel visant à changer les mots à défaut de changer les choses ». Il insiste sur la « monstruosité verbale » du concept « du fait de l'antinomie mystificatrice de l'expression ». De même, Lordon (2003, 111), médiatisé à travers les événements de Nuit Debout et les manifestations des Gilets Jaunes, parle de « grand guignol de l'éthique » à propos des débats sur la moralisation du capitalisme. À un niveau plus institutionnel, on peut également remarquer que des rapports d'agences européennes¹¹ ou commandés par des gouvernements¹² affichent un fort scepticisme face à la possibilité d'une croissance verte et sont diffusés dans la presse nationale.

Dans une autre perspective, l'audience de la critique écologique radicale dans la société peut également se mesurer au fait que des acteurs publics d'envergure sont amenés à se positionner vis-à-vis d'elle. Ainsi, le Président de la République Française Emmanuel Macron s'est à plusieurs reprises exprimé contre « l'écologie Amish »¹³ et son Premier Ministre Jean Castex a affirmé son opposition explicite à la

9. On trouvera par exemple une collection de ce type de tribunes à cette adresse : <https://atecopol.hypotheses.org/category/textes>

10. Voir par exemple : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/20/l-appel-de-1-000-scientifiques-face-a-la-crise-ecologique-la-rebellion-est-necessaire_6030145_3232.html par exemple

11. Voir par exemple : <https://www.eea.europa.eu/themes/sustainability-transitions/drivers-of-change/growth-without-economic-growth/#avenues-for-rethinking-growth-and-progress>

12. https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/02/02/la-croissance-a-un-cout-devastateur-pour-la-nature-selon-un-rapport-britannique_6068463_3244.html

13. <https://www.lefigaro.fr/politique/je-suis-pour-une-societe-ecologique-mais-pas-amish-macron-utilisait-deja-cette-expression-en-2016-20200916>

« décroissance verte » dans son discours de politique générale¹⁴. De même, de nombreux éditorialistes de la presse nationale sont adoptent des postures défensives vis-à-vis de la critique écologique radicale (les chroniques de Luc Ferry dans *Le Figaro* y sont par exemple consacrées depuis plus d'un an). Le fait que la critique soit identifiée comme un adversaire que l'on ne peut plus simplement ignorer mais auquel il faut répondre tend ainsi à montrer l'extension de son poids politique.

Enfin, les critiques envers les concepts « verts » sont également très présentes dans l'actualité récente et notamment dans les slogans des marches pour le climat (« changeons le système, pas le climat »), dans la démission remarquée de Nicolas Hulot du ministère de l'écologie (« le libéralisme est incompatible avec les enjeux écologiques »¹⁵), dans la figure médiatique de Greta Thunberg, ou encore dans les actions de « désobéissance civile » portées par des associations telles qu'Extinction Rebellion ou Alternatiba.

Ainsi, à des niveaux de légitimité très différents (médiatique, intellectuelle, scientifique, militante), la même contestation s'exprime : le capitalisme ne fait pas assez, ou ne fait pas du tout, pour répondre à la critique écologique et ses concepts « verts » apparaissent comme un condamnable « greenwashing ». Si nous ne pouvons ici mesurer avec précision l'ampleur de cette contestation, les exemples ci-dessus montrent néanmoins que les discours dominants peinent à la marginaliser et qu'au contraire, la critique écologique radicale persiste, voire s'étend, de manière remarquable dans l'espace public aujourd'hui. Cette situation illustre un phénomène important : la manière dont le capitalisme récupère la critique écologique semble la renforcer plutôt que l'apaiser. Ainsi, si pour Boltanski et Chiapello (1999), le mécanisme historique de récupération de la critique consiste à intégrer une partie de la critique, la plus modérée, afin de marginaliser la partie la plus virulente, nous observons ici l'effet inverse avec la récupération de la critique écologique.

14. https://www.francetvinfo.fr/politique/jean-castex/gouvernement-de-jean-castex/discours-de-jean-castex-on-peut-avoir-quelques-inquietudes-estime-l-association-ecologiste-france-nature-environnement_4046669.html

15. https://www.lepoint.fr/politique/europeennes-hulot-muet-sur-son-vote-pointe-des-divergences-avec-macron-24-05-2019-2314798_20.php

2.2.3. *Comment expliquer le renforcement de la critique écologique radicale ?*

Le double mouvement de reflux de la critique réformiste et d'expansion de la critique radicale dans la dynamique du capitalisme peut s'expliquer par plusieurs facteurs.

Tout d'abord, la capacité de la critique écologique à se développer là où les critiques artiste et sociale ont pu être désarmées peut s'expliquer par le fait qu'elle prend place dans une sphère différente du système capitaliste. En effet, dans une perspective marxienne, il est possible de distinguer la sphère de la production et la sphère de la circulation. La production est

[...] la sphère où se crée la valeur, et donc aussi la survaleur (ou plus-value) – grâce au surtravail non payé de l'ouvrier que le capital peut s'approprier. La consommation englobe tout ce qui est nécessaire pour la réalisation de la valeur sur le marché : le commerce, les banques et la finance, ainsi que la publicité etc. (Jappe 2017, 36).

De ce point de vue, on peut observer que dans la critique sociale ou artiste, ce sont les travailleurs, situés dans la sphère de la production de la valeur, qui critiquent la sphère de la circulation (la redistribution du profit ou l'organisation managériale). Les critiques sociale et artiste sont des revendications par les travailleurs pour les travailleurs¹⁶. Elles valident le principe de la production de la valeur mais demandent qu'elle circule différemment. Le capital peut donc essayer de l'étouffer en donnant à certains un peu de ce qu'ils demandent, au moins de manière travestie. Au contraire, dans la critique écologique, ce sont les consommateurs-citoyens (situés dans la sphère de la circulation/réalisation) qui contestent la sphère de la production de la valeur (la manière dont sont fabriqués les objets, le type d'objets produits, la

16. Cette affirmation mériterait ici quelques développements. La critique artiste notamment possède une composante de critique depuis la circulation vers la production, par exemple lorsqu'elle déplore l'inauthenticité des objets produits par la standardisation industrielle. Elle comporte toutefois également une part de critique interne à la sphère de la production lorsqu'elle porte sur la liberté au travail ou sur le poids de la hiérarchie. C'est ainsi cette partie qui a pu être endogénéisée à travers l'émergence du « nouvel esprit du capitalisme ». Nous n'avons pas la place ici de développer le sort de la part radicale de la critique artiste. Nous pouvons simplement suggérer que, d'abord marginalisée par la récupération de sa part endogénéisable (par un phénomène similaire à celui que nous évoquons à la fin de la partie 2.1. 1.), elle revient aujourd'hui en s'alliant à la critique écologique sous la forme d'une écologie politique qui pense dans le même cadre la protection de l'environnement et l'émancipation des humains (voir Audier 2017).

fabrication publicitaire des besoins, etc.). Il s'agit d'une critique faite par les consommateurs/citoyens pour les citoyens, domaine sur lequel le capital a peu de prise directe. Si la publicité peut essayer d'amadouer la critique, le capital ne possède pas dans la circulation les mêmes moyens de négociation, voire de chantage ou de coercition que dans la production (un habitant de ZAD est moins sensible aux retenues sur salaire qu'un gréviste de la SNCF). Nous rejoignons ici l'analyse proposée par Fabrice Flipo :

Dans le cadre théorique marxien la critique écologique est relativement facile à situer : c'est au moment de la « réalisation de la valeur » qu'elle s'en prend. Le mouvement écologiste naît hors des usines [...] et son fonds de commerce le plus solide réside d'une part dans la contestation des choix techniques (nucléaire, OGM, etc.) et d'autre part dans la soustraction de certaines zones à l'emprise d'investissements « productifs » au sens de l'ajout de valeur économique. (Flipo 2014, 199).

Cette spécificité de la critique écologique, si elle n'explique pas le renforcement spécifique de la critique radicale par rapport à la critique réformiste, permet néanmoins de comprendre sa liberté de développement malgré les tentatives de récupération ou d'étouffement. Les points qui suivent permettent en revanche d'expliquer ce renforcement.

Un élément déterminant pour comprendre la diffusion de la critique radicale au détriment de la critique réformiste est que celles-ci ne se situent pas sur un continuum de « virulence » au sein d'une critique écologique unitaire, mais constituent deux formes de critique fondamentalement différentes. Dès lors, la mécanique de récupération de la critique que Boltanski et Chiapello (1999) ont pu observer dans le cas des critiques sociale et artiste ne peut pas se produire. L'intégration de la critique écologique réformiste par le capitalisme grâce aux concepts « verts » ne marginalise pas la critique radicale puisqu'elle ne lui cède en rien ce qu'elle demande. Au contraire, le capitalisme peut satisfaire une partie de la critique sociale en lui cédant de nouveaux droits sociaux. La frange virulente de la critique sociale peut considérer que ceux-ci sont insuffisants, mais il s'agit quand même d'une partie de ce qu'elle demandait. La frange modérée peut alors participer à la rendre minoritaire en lui rappelant ces avancées. De même, lorsque la critique artiste demande de la liberté et que les

entreprises lui offrent le management par projet, le télétravail, ou l'uberisation, là encore, elle obtient une partie, certes galvaudée, de ce qu'elle demandait. Ainsi, si l'introduction des concepts verts dans les organisations a permis de satisfaire la critique écologique réformiste, ou au moins une partie de celle-ci, ils ne répondent en rien à la critique écologique radicale qui n'a jamais demandé aux entreprises d'être responsables, et encore moins au développement d'être durable. Dès lors, au lieu de la marginaliser, ils lui ouvrent au contraire un terrain d'expression encore plus large et lui permettent de gagner en visibilité au sein de l'espace public.

Ce phénomène est renforcé par l'échec de la critique réformiste en partie récupérée à faire changer le capitalisme et plus généralement à enrayer les bouleversements écologiques en cours. En effet, pour Boltanski et Chiapello (1999, 71), « plus la critique se révélera virulente et convaincante pour un grand nombre de personnes, plus les justifications données en retour devront être associées à des dispositifs fiables garantissant une amélioration effective en termes de justice ». Or, comme le montrent les derniers rapports des plateformes intergouvernementales comme le GIEC et l'IPBES, ou encore la littérature scientifique sur la « grande accélération » (Steffen *et al.* 2015) ou le dépassement des « limites planétaires » (Rockström 2009), la manière dont ont été appliqués 70 ans de RSE, 30 ans de développement durable, et 10 ans de croissance verte ont manifestement échoué à enrayer la dynamique destructrice de nos sociétés. Ainsi, malgré la récupération de la critique écologique réformiste par l'introduction de « concepts verts », les motifs d'indignation écologique objectifs se maintiennent voire s'aggravent, permettant le développement de la critique radicale. Nous l'avons vu dans la section précédente, les accusations répétées de *greenwashing* de la critique radicale ne se contentent pas de constater l'absence d'efficacité des concepts verts, mais soulignent à quel point ceux-ci constituent des « oxymores », des « monstruosités verbales » ou des « écrans de fumée ». Les concepts verts donnent ainsi de nouveaux points d'appui à la critique radicale pour développer sa contestation en dénonçant ce qu'elle considère comme les contradictions inhérentes du « capitalisme vert ». Cette tendance de la critique radicale à prendre d'assaut les concepts verts eux-mêmes nous semble révélatrice d'un

phénomène important : l'incapacité structurelle du capitalisme à la récupérer de manière convaincante.

Dans la section qui suit, nous chercherons à expliquer cette situation à la lumière du concept marxien de « fétichisme de la marchandise ». Si le capitalisme n'arrive pas à récupérer la critique radicale, et même la renforce en tentant de le faire, c'est parce que celle-ci est fondamentalement une critique de la marchandisation du monde.

3. LA CRITIQUE ÉCOLOGIQUE RADICALE À LA LUMIÈRE DU CONCEPT DE « FÉTICHISME DE LA MARCHANDISE »

3.1. *Le concept de fétichisme de la marchandise*

Le concept de fétichisme de la marchandise, développé dans les études marxiennes, permet de comprendre la raison pour laquelle le capitalisme ne peut récupérer la critique écologique de manière convaincante. Dans son analyse du concept de marchandise, Marx met en évidence le double caractère de cette dernière, à la fois valeur d'usage et valeur d'échange. La valeur d'usage fait référence à ce qui est utile : « l'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage » (Marx 2008, 110). Elle « provient d'un genre particulier d'activité productive, déterminée par son but, par son mode d'opération, son objet, ses moyens et son résultat. Le travail qui se manifeste dans l'utilité ou la valeur d'usage de son produit, nous le nommons tout simplement travail utile » (Marx 2008, 117).

La valeur d'échange désigne « le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèces différentes s'échangent l'une contre l'autre » (Marx 2008, 117). Le concept de « fétichisme de la marchandise » quant à lui désigne le fait que les marchandises apparaissent aux humains comme des choses personnifiées qui existent en dehors des rapports sociaux qui ont été nécessaires à leur fabrication :

[...] l'objet que le travail produit, son produit, l'affronte comme un être étranger, comme une puissance indépendante du producteur. Le produit du travail est le travail qui s'est fixé, concrétisé dans un objet, il est l'objectivation du travail. [...] L'aliénation de l'ouvrier

dans son produit signifie non seulement que son travail devient un objet, une existence extérieure, mais que son travail existe en dehors de lui, indépendamment de lui, étranger à lui, et devient une puissance autonome vis-à-vis de lui, que la vie qu'il a prêtée à l'objet s'oppose à lui, hostile et étrangère. (Marx 1972, 57).

Le fétichisme de la marchandise est ainsi le résultat d'un double phénomène, raison pour laquelle il a pu donner lieu à deux grandes interprétations (Sobel 2016). On assiste d'une part à un phénomène de *réification*, de chosification ou encore d'effacement des rapports sociaux qui ont permis la production des marchandises : un pantalon est un pantalon et non pas un objet qui a une histoire, qui a été fabriqué par certaines personnes, dans certaines conditions, avec certains matériaux, etc. Cette réification des rapports sociaux est suivie par un phénomène de *déification* des marchandises qui agissent comme des objets autonomes, indépendants de leurs producteurs et possédant une agentivité propre. Devenu marchandise, exprimable en argent, créateur potentiel de valeur, le pantalon prend part à la logique d'ensemble du marché qui constitue à la fois notre forme de vie sociale privilégiée et « l'horizon indépassable de notre temps », de sorte que, selon la formule de Slavoj Žižek, « il est plus facile d'envisager la fin du monde que la fin du capitalisme »¹⁷. C'est ainsi par le double processus de réification/déification que peu à peu, tous les aspects de la vie en viennent à pouvoir être marchandisés (de la solidarité envers l'autostoppeur avec BlablaCar, jusqu'à la drague sur les réseaux avec Tinder ou encore l'échange de recettes de cuisine avec Marmiton) : « bien avant la question de la *distribution* de la survaleur entre les différents acteurs de la production, la société marchande se caractérise par ce processus anonyme et automatique de transformation de chaque activité concrète dans une quantité de valeur et d'argent » (Jappe 2012b).

Ainsi, les rapports sociaux dans la société apparaissent comme un rapport entre des choses, et non entre des hommes, qui sont mis en relation les unes aux autres à travers la valeur qu'elles possèdent sur le marché. Ce processus est considéré par Marx dans le premier chapitre du *Capital* comme le moteur fondamental du capitalisme, un

17. https://www.liberation.fr/evenement/2008/02/16/nous-allons-devoir-redevenir-utopiques_65219

capitalisme sans acteur, simplement joué par la valeur comme « sujet automate » :

[...] le capital est argent, le capital est marchandise mais, en fait, la valeur se présente ici comme une substance automatique, douée d'une vie propre, qui, tout en échangeant ses formes sans cesse, change aussi de grandeur, et, spontanément, en tant que valeur mère, produit une pousse nouvelle, une plus-value, et finalement s'accroît par sa propre vertu. En un mot, la valeur semble avoir acquis la propriété occulte d'enfanter de la valeur parce qu'elle est valeur, de faire des petits, ou du moins de pondre des œufs d'or. (Marx 2008, 248).

Dans cette ronde automatique commandée par la valeur, les humains ne sont plus maîtres de la marche du monde, mais s'en remettent aux fétiches de la valeur, de la marchandise, du travail abstrait ou encore de l'argent. Cette personnification des choses et cette chosification des hommes entraînent une « aliénation mutuelle des membres de la société » qui « se soumettent à un rapport aveugle entre des choses mortes, leurs propres produits, commandé par la forme-argent » (Scholz 2000)¹⁸. Le marxisme traditionnel voit dans le fétichisme un concept secondaire de l'œuvre de Marx qui décrit le voile recouvrant la réalité capitaliste à savoir celle de l'exploitation. C'est sous cette condition que la marchandise réifiée devient un instrument fort du capitalisme qui permet de masquer les rapports de domination entre les détenteurs de capital qui s'approprient la plus-value issue du surtravail des ouvriers et les ouvriers dont l'exploitation est dissimulée. Dans ce sens,

[...] Marx dénoncerait une mystification des vrais rapports de production capitalistes : l'exploitation de l'ouvrier serait cachée -voilée -derrière un rapport en apparence objectif entre les « facteurs de production », notamment le capital, le travail et la terre. Le fétichisme consisterait en une forme d'idéologie apologétique. On pourrait même dire : de tromperie. (Jappe 2018).

Selon cette interprétation de l'œuvre de Marx, le fétichisme de la marchandise constitue tout au plus un *moyen* de la société capitaliste pour étendre son emprise, une ruse des vainqueurs de la lutte des classes pour maintenir leur statut. Un autre courant de pensée, que l'on peut dire marxiste hétérodoxe, tient le concept de fétichisme

18. Citation issue de la traduction suivante : <http://www.palim-psao.fr/2017/03/remarques-sur-les-notions-de-valeur-et-de-dissociation-valeur-par-roswitha-scholz.html>

de la marchandise pour central dans l'œuvre de Marx¹⁹. Ce courant, dit de la « critique de la valeur » (dont quelques auteurs majeurs sont Roubine, Kurz, Trenkle, Lohoff, Jappe, Postone, ou encore Sholz, et dont l'activité intellectuelle s'est notamment développée au sein des revues *Krisis* et *Exit*) propose une interprétation plus globale du concept de « fétichisme de la marchandise ». Pour Roubine, « la théorie du fétichisme est, *per se* la base de tout le système économique de Marx, et en particulier de sa théorie de la valeur » (2009, 35-6). Ainsi, « la valeur, l'argent et le capital, ne « voilent » pas les rapports sociaux de production (c'est là la vieille interprétation du fétichisme comme *mystification de l'exploitation*) : ils les organisent et deviennent le véritable lien social » (Roubine 2009, 36). Cette approche fait donc de la valeur comme « sujet automate » dont nous parlions plus haut l'objet central de ses analyses :

Le concept marxien de « fétichisme de la marchandise » n'indique pas seulement une mystification de la conscience, un « voile », comme on le croit souvent (et encore moins s'agit-il d'un goût immodéré pour les marchandises). Il constitue un phénomène réel : dans la société capitaliste, toute l'activité sociale se présente sous forme de valeur et marchandise, de travail abstrait et d'argent. [...] Personne ne l'a jamais décidé : ce fétichisme s'est constitué « dans le dos » des participants, de manière inconsciente et collective, et il a toutes les apparences d'une évidence naturelle et transhistorique. (Jappe 2012a).

Nous retrouvons par ailleurs ici une autre des caractéristiques fondamentales du capitalisme : le mouvement permanent de valorisation entraîne le recouvrement complet de la valeur d'usage par

19. Plus précisément, le courant de la critique de la valeur, sans contester l'existence d'un Marx conforme aux lectures traditionnelles, défend l'idée que son œuvre est traversée par un flottement entre deux points de vue. Le premier correspond au marxisme traditionnel, constitue la majorité de l'œuvre de Marx, et consiste en une analyse du capitalisme du point de vue de ses propres catégories, c'est à dire le travail, le capital, l'argent, les marchandises, etc. Le second, qui s'exprime surtout dans les *Grundrisse* et le premier chapitre du *Capital*, correspond pour sa part à la lecture hétérodoxe, et consiste en une critique catégorielle du capitalisme, c'est-à-dire en une analyse des fondements philosophiques du capitalisme. Comme le dit Robert Kurz, ce second « niveau de la critique marxiste du capitalisme ne concerne plus seulement un certain mode ou un certain degré de développement, voire certaines répercussions de ce système de formes sociales ; il n'est pas seulement fortuit ou phénoménologique, il concerne aussi l'essence ou le cœur de la chose ; il ne se réfère pas aux propriétés négatives ou aux défauts et insuffisances (éventuellement susceptibles d'une correction immanente), mais il est catégorique ou catégoriel, c'est-à-dire qu'il réproue les définitions fondamentales du capitalisme » (Kurz 2013, 23).

la valeur d'échange, et permet de ce fait la « fongibilité universelle » (Horkheimer et Adorno 1974, 28), c'est-à-dire le fait que tous les objets du monde peuvent perdre leur singularité et se fondre dans le marché par l'entremise de la valeur :

Le marché fera cesser la production de jouets et privilégiera la production de bombes, si cela donne plus de profit, sans prendre en compte leur côté « concret » et ses conséquences. En effet, la logique fétichiste fait abstraction de la différence concrète entre la bombe et le jouet ; elle ne compare que deux quantités de travail abstrait. Si un capitaliste, par scrupule, se refusait à cette logique, il serait rapidement éliminé du marché. (Jappe 2018).

Ainsi, selon les marxistes hétérodoxes, c'est l'idée même de « marchandise » qui, parce qu'elle conditionne la vision du monde et l'agir humain, est un fétiche structurant du capitalisme. Lutter contre le capitalisme reviendrait donc non pas à lutter contre la « simple » exploitation du travailleur en dévoilant celle-ci derrière le fétiche marchand (ce qui est généralement l'objet de la critique sociale), mais à dévoiler le fait que l'idée même de marchandise suppose et produit une vision du monde particulière : celle où l'on « travaille » pour produire des « marchandises » dont la « valeur » d'échange va permettre de réaliser du profit en « argent ». C'est l'ensemble de ce processus abstrait et abstractisant, c'est-à-dire la marchandisation du monde à travers la domination de la valeur d'échange sur la valeur d'usage et la fongibilité universelle, qui est désigné par le courant de la critique de la valeur comme fétichisme de la marchandise.

3.2. *La critique écologique radicale : vers une dé-fétichisation de la marchandise*

Si nous interprétons maintenant la critique écologique à la lumière du concept de fétichisme de la marchandise, nous pouvons observer que là où la critique réformiste se contente d'esquisser la première étape du processus de défétichisation (le dévoilement des rapports de production), la critique radicale s'engage pleinement dans celui-ci (la démarchandisation des activités). En effet, les deux critiques présentent la prémisse commune selon laquelle le marché néglige ses dégâts environnementaux et sociaux. Celle-ci constitue la première étape du dévoilement de la dimension matérielle de la production et donc du processus de défétichisation. Toutefois, les deux critiques

tirent de ce constat commun des conclusions différentes : la critique réformiste entend rendre le marché sensible à ces dégâts, autrement dit, en termes économiques, internaliser les externalités sociales et environnementales ; tandis que la critique radicale acte l'incompatibilité intrinsèque des logiques marchandes et de la protection des milieux de vie. Ainsi, la critique réformiste présente un rapport très ambigu à la dé-réification. Après avoir mis un pied dans le dévoilement en remarquant la dimension matérielle de la production, elle accepte de replonger immédiatement dans la logique aveugle de la valeur en cherchant à retraduire les aspects matériels en valeur économique. Ce sera par exemple le cas *via* des dispositifs comme le paiement pour services écosystémiques, les marchés de certificats verts ou de quota carbone, les taxations écologiques, les mécanismes de compensation (qui sont *in fine* fondés sur l'hypothèse de substituabilité du capital), etc. Ainsi, dans la critique réformiste, l'ébauche de dé-réification initiale finit paradoxalement par servir une extension du domaine de la réification et du fétichisme de la marchandise. Ce phénomène est d'ailleurs largement dénoncé par la critique écologique radicale *via* notamment la contestation répétée de la « marchandisation de la nature » (Aubertin *et al.* 2016).

La critique écologique radicale s'inscrit pour sa part dans un processus abouti de défétichisation parce qu'elle allie la logique de « dévoilement » à celle de la condamnation du caractère fondamentalement destructeur de l'économie marchande. Dans ce cas, la critique met en cause l'abstraction généralisée que produit le marché car celle-ci conduit non seulement à invisibiliser les valeurs d'usage, mais aussi et surtout à les vider de leur substance, voire à les pervertir. Cette idée se retrouve par exemple dans les critiques faites à l'encontre des mécanismes de compensation écologique ou des marchés carbone qui, en devenant un « business »²⁰, perdent leur raison d'être pour se fondre dans une logique abstraite de profit. Ce type de condamnation parcourt toute la littérature théorique de l'écologie politique ou de la décroissance. Un des ouvrages phares d'André Gorz (1988), *les métamorphoses du travail, critique de la rationalité économique*, développe longuement cette question. Les activités non

20. Voir par exemple https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/video-cash-investigation-quotas-carbone-un-business-en-beton-pour-lafarge_1459609.html ou https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/carbone-le-business-de-la-bonne-conscience_2110685.html.

marchandes (le soin, les échanges de biens et de services, l'éducation, le divertissement, l'art, etc.) sont dévoyées par leur marchandisation car « il est impossible d'appliquer l'éthique du rendement, le calcul de productivité à des activités comme la puériculture, l'éducation, le soin des malades, l'aide aux personnes âgées, mais aussi la création et l'entretien de parcs publics, l'équipement et l'animation des quartiers, etc. » (Gorz 1985). Plus directement encore, l'un des auteurs phares de la décroissance, Serge Latouche, s'est fait le porteur d'une formule qui circule largement dans les milieux militants : « il faut sortir de l'économie » ou « déséconomiser nos imaginaires » (Latouche 2006). Nous retrouvons là-encore une perspective similaire à celle de la critique catégorielle que constitue la critique du fétichisme de la marchandise : il ne s'agit pas de contester la manière dont le système économique est organisé et encore moins la manière dont ses résultats sont distribués (approche orthodoxe de la critique du capitalisme, que l'on retrouve par exemple dans la critique sociale), mais bien de contester le principe même de l'organisation économique. Cette similitude est d'ailleurs confirmée par une discussion croisée entre Serge Latouche et Anselm Jappe (Latouche et Jappe 2015) comme d'ailleurs par le fait qu'André Gorz s'était lui-même intéressé aux travaux des auteurs de la « critique de la valeur » (Briche 2017).

Sur le terrain de la critique écologique en actes, le cas des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) illustre bien cette volonté de lutter contre la « désintégration du lien entre l'acte de manger et l'acte de produire » (Cabantous et Cottin-Marx 2013) et de se détacher des logiques prioritairement marchandes. On peut par exemple observer que le site officiel du Réseau AMAP France met en avant une logique similaire pour justifier la participation aux AMAP. Ainsi, le site indique qu'« une AMAP conviendra [...] à un consommateur si ce dernier : est conscient des relations entre alimentation et santé ; a le souhait de renouer avec la nature (côté éducatif, pour les enfants notamment) ; a le sentiment d'appartenir à un groupe et perçoit la ferme comme une seconde maison [...] » et précise que « la raison économique (produits de qualité à un prix abordable) ne semble pas faire partie des raisons principales » pour participer à une AMAP. Les AMAP posent ainsi la question des rapports sociaux entre les personnes, et plus spécifiquement entre l'activité de paysannerie et la communauté qu'elle nourrit. Il ne s'agit pas d'acheter 1 kg de tomates mais d'accéder à de la nourriture, produit du travail

d'un paysan dans des conditions connues (qui peuvent par exemple expliquer la pénurie de telle ou telle denrée à tel ou tel moment), en partageant un moment de vie avec une communauté de co-opérants. Du côté des producteurs, le site déclare que leur intérêt se trouve dans « la valorisation sociale : travailler pour un groupe de personnes que le paysan connaît, et avec qui il peut échanger régulièrement et au-delà de l'aspect commercial ». La valorisation qualitative des multiples dimensions qui caractérisent l'échange (lien social, éducation, bien-être, etc.) est ainsi au cœur du discours de justification des AMAP.

De même, on pourra lire une tendance à la dé-fétichisation de la marchandise dans une autre revendication contemporaine : le localisme. Si les débats critiques autour du localisme sont connus (Born et Purcell 2006 ; Felli 2010 ; Paddeu 2017 ; Bernier 2020) car ses sources idéologiques et ses applications économiques sont équivoques, il n'en reste pas moins que son principe repose sur un processus de dé-fétichisation des marchandises. La volonté de favoriser les petits commerces des villages et centres-villes, que l'on retrouve aujourd'hui tant dans le mouvement des locavores que dans les cahiers de doléance des gilets jaunes, implique la conscience de l'encastrement de l'échange marchand dans le monde biophysique et culturel. Acheter local, ce n'est pas seulement acheter, mais c'est aussi favoriser du lien social de proximité, connaître les conditions de production des marchandises, réduire son empreinte écologique directe, etc. Il y a ainsi, derrière le localisme, une conscientisation de l'interdépendance des différentes dimensions de la vie, bien que celle-ci n'efface pas nécessairement l'exploitation sociale et environnementale dissimulée derrière la marchandise achetée. Plus encore, la valorisation du local constitue une manière de guider l'organisation économique depuis l'extérieur de celle-ci : ce ne sont pas les logiques de marché seules qui doivent permettre de développer l'activité locale, mais un choix politique délibéré. Bien que le localisme puisse être intégré à des logiques marchandes par la labellisation, la consommation ostentatoire, ou la recherche de développement territorial, les aspects positifs du localisme mentionnés dans la critique écologique dépassent largement la perspective économique : convivialité, vie de village et de quartier, connaissance de l'origine des produits, autonomie vivrière, etc.

Cette perspective s'exprime également dans les actions militantes historiquement mises en place par la « galaxie décroissante »

(Flipo 2007) et qui gagnent de plus en plus en visibilité aujourd'hui : monnaies locales ou fondantes, Systèmes d'Echanges Locaux (SEL), Groupements d'achats coopératif (GAC), coopératives, activités associatives, AMAP, etc. Si l'on peut discuter l'efficacité avec laquelle ces initiatives parviennent à s'extraire des logiques marchandes ou à éviter la récupération (Vignet 2019 souligne par exemple le risque du passage de l'amapien militant à l'amapien consommateur), il n'en reste pas moins qu'elles mettent cette ambition en avant et que celles et ceux qui y participent la défendent. Dans ce contexte, la multiplication des « ZAD » contre les projets d'aménagement du territoire, et leur essaimage durant la période de contestation des Gilets Jaunes, s'inscrit dans une logique de revalorisation du non marchand et de ré-enchantement du monde. Ainsi, de cette tribune dans *Libération* qui considère que :

[...] les individus qui font ZAD cherchent à inventer une vie hors des logiques marchandes, individualistes, et matérialistes de notre monde moderne. Les ZAD tentent de redéfinir le rapport au travail, à la richesse, au temps et plus fondamentalement à la notion de besoin. Elles s'essayaient à faire en sorte que la plupart des choses qui font le tissu du quotidien (la nourriture, l'habitat, etc.) ne soient plus des biens et services à acheter, mais des savoirs et des pratiques partagés²¹.

Les contestations contre les projets d'aménagement du territoire, au-delà de la radicalité des ZAD, présentent par ailleurs une forte composante romantique au sens de Löwy et Sayre (1992). En effet, les discours d'opposants à ces grandes infrastructures révèlent « une protestation culturelle contre la modernité industrielle et capitaliste fondée sur le rejet du “désenchantement du monde” qu'elle produit » (Carbou 2019), c'est-à-dire « l'avènement d'un monde entièrement prosaïque, utilitariste, marchand » (Löwy et Sayre 1992). On retrouve ainsi dans des luttes contemporaines la position écologiste théorisée par Serge Moscovici dans les années 70 : « Réenchanter le monde n'est pas un culte, mais une pratique de la nature. Son moyen ne consiste pas à remédier aux malaises de notre forme de vie, mais à expérimenter de nouveaux modes de vie » (Moscovici 2002, 140). La critique écologique radicale contemporaine renoue plus généralement avec les thèmes développés dans l'écologie des années 70 et avec

21. https://www.liberation.fr/debats/2018/04/09/zad-laissons-les-breches-ouvertes_1641586

« l'idée très ancienne selon laquelle le bonheur humain ne se trouve pas seulement dans l'accumulation des marchandises, mais aussi dans les activités humaines échappant au marché ou dans les joies esthétiques et le ressourcement spirituel qu'apporte un rapport plus direct avec la nature » (Alphandery 1992).

Ce rejet des structures de base du capitalisme rejoint ainsi largement la critique du fétichisme de la marchandise.

Une ambition similaire, bien qu'inscrite dans une logique générale différente (Chédin 2015), se retrouve dans le mouvement de la « simplicité volontaire ». Le succès de librairie de Pierre Rabhi, mais aussi et surtout le succès associatif et médiatique des « colibris » s'accompagne de slogans qui mettent en avant la primauté du non-marchand (« moins de biens, plus de liens ») et d'une recherche de qualité de vie plus spirituelle que matérielle (« la sobriété heureuse »). Cette revendication rejoint tout un courant de la décroissance dont l'insistance sur la question de la « vie bonne », du « buen vivir » (Gudynas 2015) peut être entendue comme une « revanche de la valeur d'usage sur la valeur d'échange » (Durand 2013). Là encore, cette nébuleuse intellectuelle où se côtoient philosophies construites et développement personnel peut être critiquée parce qu'elle fait parfois l'objet de récupérations managériales, mais son affirmation de la nocivité du règne de la marchandise est remarquable.

Ainsi, nous voyons avec ce survol de la critique écologique radicale contemporaine que celle-ci s'apparente largement à une contestation du fétichisme marchand. Son objectif est de remettre du sens dans les relations économiques vécues au quotidien en les transformant en relations sociales et de mettre fin à la personnification des marchandises là où elles ne sont que des choses et à la chosification des relations sociales là où elles constituent des rapports entre des personnes. La critique écologique apparaît donc comme une critique des structures de base du capitalisme et non seulement de ses effets. Si les bouleversements des écosystèmes et des milieux de vie sont bien la base de son indignation, son diagnostic la mène à remettre en cause l'organisation capitaliste dans son ensemble. Plus encore, elle ne parle pas depuis l'intérieur du point de vue capitaliste, avec ses mots, ses catégories, et ses raisonnements (les marchandises, le travail marchand, l'argent, la valeur économique) mais depuis un extérieur radicalement incompatible (celui de la pensée « déséconomisée »,

de la rationalité non marchande). En ce sens elle est pleinement hétérogène au capitalisme, et ne peut donc être récupérée par celui-ci.

4. CONCLUSION

Si jusq' alors le système capitaliste, en se nourrissant des critiques artiste et sociale, est apparu plus robuste que ce que pensaient ses détracteurs, la nature des nouvelles critiques émises à son encontre, notamment sur le plan écologique, impose de nouveaux défis plus difficiles à relever que les précédents. L'objectif de cet article était de comprendre la persistance de la critique écologique dans l'espace public malgré les tentatives de récupération de cette critique par le capitalisme *via* l'introduction des concepts « verts » (« RSE », « développement durable », « *business ethics* », etc.) dans les discours managériaux.

En effet, nous avons vu que malgré cette tentative de récupération, une critique écologique radicale se développait largement dans l'espace public. Prenant appui dans un premier temps sur le cadre d'analyse de Boltanski et Chiapello (1999), nous proposons plusieurs facteurs qui permettent de comprendre, au moins en partie, ce phénomène. Tout d'abord, le fait que la critique écologique possède la spécificité de critiquer le capitalisme depuis la sphère de la circulation de la valeur (la critique est portée par les citoyens-consommateurs) réduit les capacités d'action du capital pour y répondre. Ensuite, la récupération de la critique par les concepts verts ne touche qu'une forme de critique : la critique écologique réformiste. Une fois celle-ci en partie absorbée, la critique radicale possède plus d'espace pour se développer. Elle se renforce par ailleurs d'autant plus qu'elle peut faire fond sur l'inefficacité écologique de cette récupération : malgré les concepts verts, les problèmes écologiques s'aggravent. Enfin, nous avons vu que les concepts verts constituaient eux-mêmes des objets de contestation pour la critique écologique radicale. Ce constat met en lumière une caractéristique cruciale pour comprendre l'échec de la récupération capitaliste : la critique écologique radicale est fondamentalement incompatible avec le capitalisme en cela qu'elle constitue une contestation du principe de marchandisation. Ainsi, en développant cette idée à partir du concept marxien de fétichisme de la marchandise dans la seconde partie de l'article, nous avons

pu montrer comment la critique écologique radicale constituait une critique catégorielle du capitalisme, c'est-à-dire une critique remettant en cause ses fondements inaliénables : le marché, l'argent, la marchandise ou encore le travail abstrait, autrement dit la fongibilité universelle, la domination de la valeur d'échange sur la valeur d'usage, et le désenchantement du monde.

Ainsi, la dialectique actuelle entre le capitalisme et sa critique semble prendre un tour paradoxal. Tel l'insecte pris dans une toile d'araignée, le capitalisme, en tentant de récupérer la critique écologique, n'arrive pas à se tirer de ses rets mais ne fait que renforcer l'audience d'une critique écologique radicale à laquelle il est intrinsèquement incapable de répondre. Celle-ci sape la mécanique capitaliste sur de nombreux fronts : elle dévoile les rapports d'exploitation sociale et environnementale masqués par les marchandises, elle acte l'incompatibilité du capitalisme avec le respect des limites planétaires, elle promeut des modes de relation sociale émancipés de la médiation marchande et elle diffuse des manières de parler, de penser et d'agir à même de fonder un imaginaire libéré de l'économisme. Il reste alors à voir ce qui émergera de cette interaction entre critique écologique radicale et capitalisme. Puisqu'elle ne peut mener à une synthèse mais creuse le fossé qui les sépare, certains craignent une renonciation du capitalisme à prétendre faire monde commun et un repli égoïste et autoritaire. Caillé (2016) envisage une radicalisation du néolibéralisme tandis que Latour (2017) observe que « (les élites) ont décidé qu'il était inutile de faire comme si l'histoire allait continuer de mener vers un horizon commun où tous les hommes pourraient également prospérer. Depuis les années 1980, les classes dirigeantes ne prétendent plus diriger, mais se mettre à l'abri hors du monde ».

Pour abonder dans leur sens, il est vrai que plusieurs éléments tendent à montrer que le capitalisme, ayant compris l'impossible compromis, est entré dans une posture de conflit ouvert plutôt que de récupération : la multiplication des réponses policières violentes aux manifestations, les mesures anti-casseurs et les états d'urgence aux airs de lois scélérates, la montée des régimes national-libéraux et climatosceptiques, ou encore le lobbying anti-écologique agressif des groupes financiers²² en seraient des illustrations. D'un autre côté, il

22. Voir par exemple les attaques de l'AFEP contre le green new deal européen ou la nomination par l'Union Européenne du groupe Blackrock pour la réalisation d'un rapport sur les

est possible d'imaginer que le dialogue infécond entre capitalisme et écologisme ouvre la voie à l'émergence d'une société authentiquement alternative (Caillé 2016). Notre travail dans cet article ne permet pas de soutenir l'une ou l'autre de ces deux prophéties, en revanche il confirme l'incapacité du capitalisme vert à répondre à sa crise de légitimité environnementale et fournit des éléments théoriques pour éclairer les contestations écologiques et saisir l'alternative radicale qu'elles portent en germe.

BIBLIOGRAPHIE

- ALPHANDERY, P. 1992. "Romantisme et écologie, écologie et politique." *Écologie & politique* (3-4) : 79-86.
- AMIECH, M. 2015. "L'indispensable allié." *L'inventaire* 3.
- AUBERTIN, C., COUVET, D. et F. FLIPO. 2016. "Une 'marchandisation de la nature'? De l'intégration de la nature en économie." *Revue du MAUSS*, 9 février 2016 [en ligne], <https://www.journaldumauss.net/> ? Une-marchandisation-de-la-nature
- AUDIER, S. 2017. *La société écologique et ses ennemis : pour une histoire alternative de l'émancipation*. Paris : Éditions La Découverte.
- BANERJEE, S. B. 2000. "Whose land is it anyway ? National interest, indigenous stakeholders, and colonial discourses." *Organization & Environment* 13(1) : 3-38.
- . 2003. "Who sustains whose development ? Sustainable development and the reinvention of Nature." *Organization Studies* 24(1) : 143-80.
- . 2008. "Corporate Social Responsibility : The Good, the Bad and the Ugly." *Critical Sociology* 34(1) : 51-79.
- BERNIER, A. 2020. *L'illusion localiste. L'arnaque de la décentralisation dans un monde globalisé*. Paris : Éditions Utopia
- BERTHOUD, F. 2017. "Numérique et écologie." *Annales des Mines - Responsabilité et environnement* 2017/3 (87) : 72-5.
- BESS, M. 2011. *La France vert clair. Écologie et modernité technologique, 1960-2000*. Seyssel : Éditions Champ Vallon.
- BIHR, A. 2010. "La critique de la valeur. Fil rouge du Capital." *Interrogations ?* (10) : 1-5, [en ligne], <https://www.revue-interrogations.org/La-critique-de-la-va> : leur-Fil-rouge.
- BOLTANSKI, L. et E. CHIAPPELLO. 1999. *Le Nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- BOOKCHIN, M. 1976. *Pour une société écologique*. Paris : Christian Bourgeois.
- BORN, B. & M. PURCELL. 2006. "Avoiding the local trap. Scale and food systems in planning research." *Journal of Planning Education and Research* 26 (2) : 195-207.
- BOURG, D. et K. WHITESIDE. 2017. "Écologies politiques : essai de typologie." *La pensée écologique* 2017/1 (1), [en ligne], <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-ecologique-2017-1-page-a.html>

finances vertes : <https://www.bastamag.net/CAC-40-Transition-ecologique-monde-d-apres-dividendes-lobbying> et <http://www.leparisien.fr/politique/des-eurodeputes-denoncent-la-selection-de-blackrock-pour-une-etude-sur-les-finances-durables-17-04-2020-8301156.php>

- BOWEN, H. 1953. *Social Responsibilities of the Businessman*. New York : Harper&Brothers.
- BRICHE, G. 2017. "Introduction à la 'critique de la valeur'." *EcoRev* 2 (45) : 145-52.
- CABANTOUS, S. et M. COTTIN-MARX.. 2013. "Les Amap : agir local pour agir global. Entretien avec Stéphanie Cabantous, porte-parole du Miramap." *Mouvements* 3 (75) : 21-30.
- CAILLÉ, A. 2016. "De quelques 2050 possibles." *Revue du MAUSS* 2 (48) : 228-46.
- CAILLÉ, A. ET LES CONVIVALISTES 2016. *Éléments d'une politique convivaliste*. Lormont : Le Bord de l'eau.
- CAPRON, M. et P. PETIT 2011. "Responsabilité sociale des entreprises et diversité des capitalismes." *Revue de la régulation* 9 (1) : 1-30.
- CARBOU, G. 2019. "La topique romantique dans les discours de l'écologie politique." *Mots. Les langages du politique* (119) : 107-25. [en ligne], <https://journals.openedition.org/mots/24494>
- CARNOYE, L. 2017. "L'écologisme, une critique du capitalisme ? L'école française des conventions au risque de la question environnementale." *Revue de philosophie économique* 18 (2) : 29-58.
- CAVANAGH, C. & T. A. BENJAMINSEN. 2014. "Virtual nature, violent accumulation : The 'spectacular failure' of carbon offsetting at a Ugandan National Park." *Geoforum* 56 (September) : 55-65.
- CHÉDIN, M. 2018. "La ZAD et le Colibri : deux écologies irréconciliables ?" *Terrestres* (2), [en ligne]. <https://www.terrestres.org/2018/11/15/la-zad-et-le-colibri-deux-ecologies-irreconciliables/>
- CHIAPELLO, E. 2013. "Capitalism and Its Criticisms." In *New Spirits of Capitalism ? Crises, Justifications, and Dynamics*, edited by P. du Gay et G. Morgan, 60-82. Oxford : Oxford University Press.
- COCHOY, F. et A. LACHÈZE. 2009. "Critique sociale, illusion et gestion : le cas de la Responsabilité Sociale des Entreprises." *Économies et Sociétés* 12 (1) : 2185-209.
- DAUGAREILH, I. 2015. "La responsabilité sociale des entreprises en quête d'opposabilité." In *Prendre la responsabilité au sérieux*, édité par A. Supio, 183-99. Paris : Puf.
- DEVICTOR, V. 2018. "La compensation écologique : fondements épistémiques et reconfigurations technoscientifiques." *Natures Sciences Sociétés* 26 (2018/2) : 136-49.
- DOBSON, A. 2007. *Green Political Thought*. New York : Routledge.
- DOUAI, A. et G. PLUMECOCQ. 2017. *L'économie écologique*. Paris : Éditions La Découverte.
- DURAND, C. 2013. "Après la croissance, la revanche de la valeur d'usage." *Contretemps. Revue de critique communiste* 13 octobre 2013, [en ligne]. <https://www.contretemps.eu/apres-la-croissance-la-revanche-de-la-valeur-dusage/>
- FELLI, R. 2010. "Pouvoir, échelles et État : l'impasse localiste de l'écologie par en bas." *Entropia* 9 : 148-57.
- FLIPO, F. 2007. "Voyage dans la galaxie décroissante." *Mouvements* 2 (50) : 143-51.
- . 2012. "La décroissance, une pensée antimoderne ?" *Chimères* 2012/1 (76) : 69-79.
- . 2014. *Nature et politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*. Paris : Amsterdam.
- FLIPO, F., DOBRÉ, M. et M. MICHOT. 2013. *La face cachée du numérique : l'impact environnemental des nouvelles technologies*. Paris : l'Échappée.
- FRESSOZ, J.-B. 2012. *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*. Paris : Seuil.
- GORZ, A. 1978. *Écologie et politique*. Paris : Seuil.
- . 1985. "Questions à André Gorz." *Les Cahiers du Griffon* (30) : 25-34.
- . 1988. *Les métamorphoses du travail, critique de la rationalité économique*. Paris : Gallimard.

- GUDYNAS, E. 2015. "Buen Vivir." In *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, édité par G. D'Alisa, F. Demaria et G. Kallis, 429-35. Paris : Le Passager Clandestin.
- HONNETH, A. 2006. *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*. Paris : La Découverte.
- HORKHEIMER, M. et T. ADORNO. 1974. *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*. Paris : Gallimard.
- JAPPE, A. 2012a. "Peut-on s'émanciper du fétichisme ?". Palim-Psao, [en ligne], <https://www.palim-psao.fr/article-peut-on-s-emanciper-du-fetichisme-par-anselm-jappe-112444284.html>
- . 2012b. "Critique de la valeur-dissociation. Repenser une théorie critique du capitalisme". Palim-psao, [en ligne], <https://www.palim-psao.fr/>
- 2017. *Les aventures de la marchandise. Pour une critique de la valeur*. Paris : La Découverte.
- . 2018. "Le fétichisme de la marchandise." *Les dossier Alternatives économiques*, « Dossier Marx » 2018/3 (13) : 28.
- JARRIGE, F. 2014. *Technocritiques : du refus des machines à la contestation des technosciences*. Paris : La Découverte
- KAZMI, B. A., LECA B. & P. NACCACHE. 2016. "Is corporate social responsibility a new spirit of capitalism ?" *Organization* 5(23) : 742-62.
- KURZ, R. 2013. *Lire Marx. Les textes les plus importants de Karl Marx pour le XXI^e siècle*, choisis et commentés par Robert Kurz. Paris : La Balustrade.
- LATOUCHE, S. 2001. "En finir, une fois pour toutes, avec le développement." *Le Monde diplomatique* 5 (566) : 6-7.
- . 2003. "L'imposture du développement durable ou les habits neufs du développement." *Mondes en développement* 1 (121) : 23-30.
- . 2005. "Écofascisme ou écodémocratie. Esquisse d'un programme 'politique' pour la construction d'une société de décroissance." *Revue du MAUSS* 2 (26) : 279-93.
- . 2006. *Le Pari de la décroissance*. Paris : Fayard.
- LATOUCHE, S. et A. JAPPE. 2015. *Pour en finir avec l'économie. Décroissance et critique de la valeur*. Paris : Éditions Libre & solidaire.
- LATOUR, B. 2017. *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*. Paris : La Découverte.
- LEROY, M. et J. LAURIOL. 2011. "25 ans de développement durable : de la récupération de la critique environnementale à la consolidation d'une dynamique de normalisation." *Gestion* 2000 28 (2) : 127-45.
- LORDON, F. 2003. *Et la vertu sauvera le monde Après la débâcle financière, le salut par l'"éthique" ?* Paris : Raisons d'agir.
- LÖWY, M. 2005. *Ecosocialisme*. Paris : Fayard.
- LÖWY, M. et R. SAYRE. 1992. *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*. Paris : Payot.
- MARX, K. 1972. *Manuscrits de 1884*. Paris : Éditions sociales.
- . 2008. *Le capital, Livre 1*. Paris : Gallimard.
- MOSCOVICI, S. 2002. *De la nature, pour penser l'écologie*. Paris : Métailié.
- NAESS, A. 1973. "The shallow and the deep, long-range ecology movement. A summary." *Inquiry* 16 (1-4) : 95-100.
- ORSATO, R. & S. CLEGG. 2005. "Radical reformism : Towards critical ecological modernization." *Sustainable Development* 13 (4) : 253-67.
- PADDEU, F. 2017. "Manger local. Leurres et promesses." *Vacarme* 4 (81) : 40-5.
- POSTEL, N. et R. SOBEL. 2013. *Le dictionnaire critique de la RSE*. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.

- ROCKSTROM, J., STEFFEN, W., NOONE, K., PERSSON, Å., CHAPIN III, F. S., LAMBIN, E., LENTON, T. M., SCHEFFER, M., FOLKE, C., SCHELLNHUBER, H. J., NYKVIST, B., DE WIT, C. A., HUGHES, T., VAN DER LEEUW, S., RODHE, H., SÖRLIN, S., SNYDER, P. K., COSTANZA, R., SVEDIN, U., FALKENMARK, M., KARLBERG, L., CORELL, R. W., FABRY, V. J., HANSEN, J., WALKER, B., LIVERMAN, D., RICHARDSON, K., CRUTZEN, P. & J. FOLEY. 2009. "Planetary boundaries : exploring the safe operating space for humanity." *Ecology and Society* 2 (14) (art. 32). [en ligne]. <https://www.ecologyandsociety.org/vol14/iss2/art32/>
- ROQUEBERT, C.-I. 2018. "La critique écologique radicale dans le contexte de l'entreprise. L'ambivalence des démarches de RSE dans les entreprises en Biodynamie." Université de Nantes : Thèse de doctorat en Sciences de Gestion.
- ROUBINE, I. 2009. *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*. Paris : Syllepse.
- SCHOLZ, R. 2000. *Das Geschlecht des Kapitalismus. Feministische Theorien und die postmoderne Metamorphose des Patriarchats*. Bad Honnef : Horlemann.
- SIMONNET, D. 1982. *L'écologisme*. Paris : Puf.
- SOBEL, R. 2016. "Fétichisme de la marchandise et ontologie sociale chez Marx. Interprétation essentialiste versus interprétation constructiviste." *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy* 1 (70) : 45-74.
- SPENCE, C. 2009. "Social accounting's emancipatory potential : A Gramscian perspective." *Critical Perspectives on Accounting* 20 (2) : 205-27.
- STEFFEN, W., BROADGATE, W., DEUTSCH, L., GAFFNEY O. & C. LUDWIG. 2015. "The Trajectory of the Anthropocene : The Great Acceleration." *The Anthropocene Review* 2 (1) : 81-98.
- TRENKLE, N. 2014. "Critique de l'*Aufklärung* : huit thèses." *Revue illusio* 2 (12/13) : 1-5.
- VIDAL, O. 2018. *Matières premières et énergie, les enjeux de demain*. Londres : ISTE Editions.
- VIGNET, J. 2019. "Nuée de sauterelles et business généreux. Les AMAP et le commerce équitable dans la société bureaucratique de consommation dirigée." *¿ Interrogations ?* n° 27. [en ligne], <https://www.revue-interrogations.org/Nuée-de-sauterelles-et-business>
- WIEDENHOFER, D., WIEDENHOFER, D., VIRÁG, D., KALT, G., PLANK, B., BROCKWAY, P., FISHMAN, T., HAUSKNOST, D., KRAUSMANN, F., LEON-GRUCHALSKI, B., MAYER, A., PICHLER, M., SCHAFFARTZIK, A., SOUSA, T., STRECK, J. & F. CREUTZIG. 2020. "A systematic review of the evidence on decoupling of GDP, resource use and GHG emissions." *Environmental Research Letters* 15 (6) : 1-42.